

PAROLES de droit



DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL
UNE VISION PLUS LARGE POUR
UNE MEILLEURE PRÉPARATION À LA PRATIQUE



VOL 11
N° 2
ÉTÉ 2019

SOMMAIRE

3
**MOT
DE LA
DOYENNE**

4
BILLET
« Je me souviens... »
par Mathieu Piché-Messier

5-8
DOSSIER
Développement
professionnel



9-21
**ÉCHOS
DE LA
FACULTÉ**

22
23
**MATIÈRE
GRISE**
Quelle valeur doit-on donner
au respect de l'autonomie
individuelle?

24
25
PORTAIT
Jean-François D'Amour
par Laurence Laflamme

26
27
28
29
30
**PLACE
AUX
DIPLÔMÉS**

31
CLINS D'ŒIL

CRÉDITS

Corédacteurs en chef

- Marie-Luce Cheney
- David Jobin

Comité de rédaction

- Marie-Luce Cheney
- David Jobin
- Sébastien Lebel-Grenier

Collaborateurs

- Louise Bernier
- Rachel Bouchard-Turcotte
- Mélanie Bourassa Forcier
- Geneviève Cartier
- Josée Chartier
- Jessie Courteau
- Alain Coulombe
- Josée Chartier

- Jean-François D'Amour

- Lise Dauphinais
- Geneviève Dufour
- Véronique Fraser
- Pascal Fréchette
- Michaël Gagnon
- Antoine Giguère
- Sédjro Axel-Luc Hountohotegbè
- Annick Lachapelle
- Laurence Laflamme
- Jonathan Mayer
- Alexandre McCormack
- Patrick Mignault
- Déborah Montambault-Trudelle
- Nicolas Ouimet
- Josée Perreault

- Mathieu Piché-Messier

- Marie-Pierre Robert
- Bertrand Salvas
- Alexandra Sweeney-Beaudry

Photo de la page couverture

- Faculté de droit

Photos

- Michel Caron
- Robert Laflamme
- François Lafrance
- Jan Luxcey
- Maxime Picard
- Et divers collaborateurs

Conception graphique

- Graphic-Art

Paroles de droit

Faculté de droit
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
819 821-8000, poste 67611
communication.droit@USherbrooke.ca
Tirage : 10 000 exemplaires

ABONNEMENT

Pour un abonnement gratuit
ou un changement d'adresse :
chang.adresse@USherbrooke.ca
(spécifier *Paroles de droit*)

Pour donner de vos nouvelles :
communication.droit@USherbrooke.ca



UNE TRANSITION VERS UN NOUVEAU CHAPITRE

Geneviève Cartier est professeure à la Faculté depuis 1989. Elle a entre autres été vice-doyenne aux affaires étudiantes et secrétaire de faculté de 2005 à 2008, membre du conseil d'administration de l'UdeS de 2002 à 2004 et membre du conseil consultatif de la Commission du droit du Canada de 2003 à 2006. De 2012 à 2015, elle a occupé le poste de directrice de la recherche de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (Commission Charbonneau).

Elle enseigne et poursuit ses recherches dans les domaines du droit administratif et des fondements théoriques du droit. Elle s'intéresse notamment au pouvoir discrétionnaire de l'administration publique, un thème sur lequel elle a beaucoup publié depuis une quinzaine d'années. Elle s'est aussi penchée sur la question des rapports entre le constitutionnalisme, la Charte canadienne des droits et libertés et le droit administratif. Elle travaille présentement sur la question du pouvoir discrétionnaire exercé sur la base de la prérogative royale, à la faveur d'une subvention de recherche du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et elle s'intéresse à la légitimité du rôle des villes en matière d'affaires étrangères.

**Chers diplômés,
chers étudiants,
chers amis de la Faculté,**

Je suis honorée d'assurer l'intérim au poste de doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. C'est avec enthousiasme que je travaillerai à la transition vers un prochain chapitre de notre histoire facultaire.

Née de la détermination de pionniers, notre Faculté jouit d'une réputation d'excellence et d'innovation. Cette reconnaissance a été acquise grâce à la vision et au travail acharné de générations de contributeurs animés d'une volonté commune de former les juristes de demain et de faire évoluer le droit à la mesure des défis contemporains.

La Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke peut aujourd'hui s'enorgueillir de réunir une équipe professorale de premier calibre. Ses travaux de recherche alimentent les réseaux universitaires nationaux et internationaux aux quatre coins du monde. Elle offre des programmes dynamiques et avant-gardistes, à tous les cycles d'études, tout en se distinguant par son approche pédagogique qui enrichit réciproquement théorie et pratique.

Elle accueille des cohortes d'étudiantes et d'étudiants dans un milieu de vie unique, le tout au cœur d'infrastructures enviées. C'est là une marque distinctive qui la suit depuis ses tout débuts : offrir une communauté à échelle humaine, capable à la fois de former des juristes à la pensée progressiste et ancrés dans la réalité sous toutes ses formes, le regard porté vers les idéaux de l'État de droit.

Étudier à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, y réaliser sa carrière professorale, intégrer les équipes de professionnels et d'adjoints qui fournissent à cette communauté une énergie hors du commun, c'est entreprendre une odyssée fascinante.

Je vous y convie avec fierté.

La doyenne,

Geneviève Cartier

« JE ME SOUVIENS... »



Mathieu Piché-Messier (LL.B. 1997) est associé et chef du groupe de litige commercial de BLG à Montréal. Il se spécialise en litige commercial et possède une expertise variée en litige civil et litige commercial, notamment dans les domaines de la fraude commerciale, de la haute technologie, de l'espionnage industriel, du vol d'identité, du droit de la concurrence, du divertissement, de la diffamation et du respect des droits de propriété intellectuelle. M^e Piché-Messier a été intronisé en 2018 *Fellow* (« membre ») de l'*American College of Trial Lawyers* (ACTL).

Il a été reconnu comme « avocat plaidant de l'année » pour le Québec dans le cadre de l'édition 2019 des prix *Benchmark Canada*. Reconnu comme l'un des plus importants avocats au Canada dans le numéro 2018 de la publication *Lexpert®/Report on Business Special Edition on Litigation Lawyers*. Reconnu dans le numéro 2019 de la publication *Chambers Canada – Canada's Leading Lawyers for Business* (Litige – Droit commercial général [Québec]). Lauréat du prix Zenith 2018 de *Lexpert®* qui souligne l'excellence de professionnels à mi-chemin dans leur carrière. Reconnu dans le numéro 2018 de *Canadian Legal Lexpert® Directory* (Litige – Droit des sociétés et droit commercial). Reconnu dans le numéro 2019 (et depuis 2015) de la publication *The Best Lawyers in Canada®* (Litige en droit des sociétés et droit commercial). Lauréat du prix « dossier majeur de l'année » de *Benchmark Canada 2018* pour l'affaire *Julie Snyder c. John Doe et al.*

24 ans déjà depuis le jour où j'ai quitté la résidence familiale de Montréal avec mon ami Christian en direction de l'Université de Sherbrooke. À bord de l'ancienne Volkswagen aquamarine de ma mère, devenue la mienne, j'entamais la première de plusieurs « montées » vers la Faculté de droit. J'étais installé en résidence étudiante sur le campus de l'Université, un campus digne des plus beaux campus universitaires des films de notre jeunesse.

Je me souviens de ma première journée d'initiation sur le thème des « Pierrafeu ». **Jonathan Dorval** (LL.B. 1997) et moi nous sommes rencontrés dans la ligne d'inscription des « sans costume ». Je débutais alors 24 ans d'amitié indéfectible avec Jonathan, et ensuite Pierre-Étienne, Simon et plusieurs autres.

L'amitié, un mot qui caractérise chaque diplômée et diplômé de la Faculté de droit. Encore aujourd'hui je croise des amis de notre Faculté et bien que la vie nous sépare parfois, l'amitié demeure encore et toujours. Sherbrooke fut symbole de rassemblement; on se retrouvait à Sherbrooke, ensemble, provenant des quatre coins de la province.

Je me souviens de ma première année comme représentant de classe et des cours sur les obligations de la professeure **Charlotte Lemieux** (LL.B. 1986); de mon élection comme VP Sports en deuxième et de l'idée (discutable) de terminer le Rallye automobile de la Faculté de droit au « Liquor Store » de Magog; du Comité Promo en troisième, avec Jean-François, Josiane, Claudel, Sébastien, dont on s'ennuie, et plusieurs autres. Je me souviens que nous voulions toujours plus grand, et plus fou.

24 ans déjà et une carrière remplie d'accomplissements mais aussi de plusieurs épreuves. Des épreuves comme celles vécues à la Faculté tel que le concours de plaidoirie Pictet, avec Geneviève, Sylvain et Dominique, épreuve qui a certes forgé mon caractère mais aussi fait comprendre que le travail d'équipe permet de ne jamais abandonner son rêve même dans l'adversité.

24 ans déjà et combien de rêves atteints et modulés, le droit humanitaire international ou le litige commercial chez BLG? La Faculté de droit m'a donné tous les outils pour atteindre ces rêves. La Faculté de droit était déjà à l'époque symbole de jeunesse et d'innovation. Une formation moderne préparant les étudiants à devenir, oui de bons juristes mais aussi et surtout d'excellents avocats.

Je me souviens que ces années passées à Sherbrooke furent dans les plus belles années de ma vie. 24 ans déjà et un garçon de 7 ans, Vincent, à qui j'ai promis une visite prochaine du campus de l'UdeS. Vincent, à qui j'espère transmettre ma passion du droit et les valeurs d'empathie, de dépassement de soi et de travail d'équipe.

Vincent, mon grand, je te souhaite de vivre quelque chose d'encore plus beau et plus grand que moi. Je te souhaite de t'assurer de profiter de chaque moment de la vie et de t'assurer que tes rêves soient toujours plus grands, et plus fous, comme ce que nous étions à la Fac, il y a 24 ans.

Je m'en souviendrai toujours. Merci pour tout.

Mathieu Piché-Messier
(LL.B. 1997)



UNE VISION PLUS LARGE POUR UNE MEILLEURE PRÉPARATION À LA PRATIQUE



1 Dorénavant sous la supervision du professeur Patrick Mignault, vice-doyen à la recherche et aux études supérieures, le développement professionnel s'intégrera davantage à la formation et fera intervenir un plus grand nombre de personnes. Deborah Montambault-Trudelle, coordonnatrice des cliniques juridiques, Patrick Mignault, Josée Perreault, coordonnatrice du développement professionnel et des relations avec les diplômés, Jessie Courteau, coordonnatrice du développement professionnel et du programme de common law et droit transnational, Rielle Lévesque, coordonnatrice de la Clinique de médiation, et Josée Chartier, coordonnatrice aux activités pédagogiques de recherche et communication du 1^{er} cycle.



Comme c'est le cas dans tous les milieux professionnels, la pratique juridique évolue constamment. Une analyse approfondie des tendances observées au cours dernières années, ici et ailleurs, révèle que cette évolution est considérable et que les besoins des milieux de pratique ne sont plus du tout les mêmes. La Faculté est soucieuse d'offrir aux étudiantes et aux étudiants la meilleure préparation possible en vue de leur future carrière. Il importe donc de s'interroger sur la pertinence, l'adéquation et la qualité des outils, des expériences et des activités accessibles à la communauté étudiante.

DOSSIER

QUESTIONNEMENT INITIAL

Pourquoi les activités organisées par le Centre de développement professionnel (ci-après « CDP ») ou la Faculté en général interpellent-elles moins d'étudiantes et d'étudiants qu'il y a quelques années? Pourquoi les activités axées sur la préparation concrète à la pratique sont-elles plus populaires que jamais et les demandes de consultation individuelle, plus nombreuses que jamais? Quelles dimensions est-il devenu incontournable d'ajouter à la formation pour mieux répondre aux besoins changeants de la pratique? La Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke est-elle seule à observer ce changement de paradigme?

D'abord, la Faculté et son CDP ne font absolument pas cavaliers seuls dans le dossier. Les constats qui ont fait naître la présente réflexion et, ultimement, la nouvelle

vision du développement professionnel à la Faculté, sont observés à grande échelle. Les colloques, conférences et autres rencontres de travail réunissant les centres de développement professionnel de nombreuses universités nord-américaines ont en effet concentré leurs travaux sur la transformation du marché.

À titre d'exemples, déjà près de 30 facultés de droit américaines proposent un programme de développement du leadership inspiré des modèles d'enseignement souvent associés aux facultés de gestion. En Pennsylvanie, le programme intitulé *Resilience and Well-being for Penn Law Students*, lancé à l'automne 2018 sous forme de projet pilote, comporte notamment une formation sur le bien-être, une activité sur le stress avant les examens et un cours permettant d'approfondir divers thèmes connexes.

Les constats qui ont fait naître la présente réflexion et, ultimement, la nouvelle vision du développement professionnel à la Faculté, sont observés à grande échelle.

Le concept du développement professionnel va bien au-delà d'une programmation à la carte; toutes les activités viennent soutenir de différentes façons la formation juridique en y ajoutant d'autres dimensions essentielles à la pratique, et c'est ce tout, ou cette approche intégrée, qu'il faut parvenir à communiquer plus efficacement.

Le programme suscite d'excellentes réactions au sein de la communauté étudiante et bénéficie grandement du soutien des praticiens. Sur la côte Ouest, l'Université de San Diego présente un programme novateur s'articulant autour d'un portfolio électronique. En première année universitaire, dans le cadre des cours touchant le litige et le droit des affaires, les étudiantes et les étudiants doivent aussi apprendre à rédiger des courriels professionnels et à mener une entrevue avec un client. À l'aube de leur deuxième année, ils ont ainsi déjà une meilleure idée de la profession, ainsi que de leurs forces et des défis qu'ils devront relever.

Le modèle de CDP déployé à l'Université de Houston est aussi extrêmement intéressant. Son programme de développement professionnel, très structuré et unique, comporte des objectifs précis qu'il faut atteindre à différentes étapes de son parcours étudiant. Certaines activités créditées obligatoires sont mises en place en lien direct avec la réalisation de ces objectifs. Bon nombre de facultés et d'institutions semblent vouloir s'inspirer du modèle de Houston pour que leur CDP réponde mieux aux attentes des cohortes étudiantes et des employeurs.

FIL CONDUCTEUR

Plus près de nous, quels sont les constats principaux ou les axes de réflexion à privilégier? D'abord, les activités de développement professionnel dépassent aujourd'hui le cadre du CDP. La Faculté dans son ensemble tient un grand nombre d'activités liées au développement professionnel des étudiantes et des étudiants.

La baisse du niveau de participation à ces activités est-elle simplement liée à une question de perception? L'hypothèse se tient étant

donné que ces activités ne sont pas toujours présentées comme des activités de développement professionnel et que la compréhension du développement professionnel – et de sa pertinence – n'est pas nécessairement claire au sein de la communauté étudiante. Un fil conducteur sous-tend la planification des activités, mais celui-ci n'est pas suffisamment expliqué aux étudiantes et aux étudiants. Le concept du développement professionnel va bien au-delà d'une programmation à la carte; toutes les activités viennent soutenir de différentes façons la formation juridique en y ajoutant d'autres dimensions essentielles à la pratique, et c'est ce tout, ou cette approche intégrée, qu'il faut parvenir à communiquer plus efficacement.

La programmation doit tenir compte de l'évolution des besoins du marché, tout en anticipant ceux des étudiantes et des étudiants, d'où la réflexion approfondie dont il est ici question. Certaines activités traditionnelles ont longtemps parfaitement répondu aux besoins exprimés par ces divers groupes, mais ce n'est plus nécessairement le cas. Il importe aujourd'hui d'offrir une meilleure préparation à la pratique et aux bouleversements qu'elle connaîtra dans les prochaines années. Il faut, notamment, mieux intégrer les domaines de pratique non-traditionnelle et trouver des moyens d'insister sur le développement de compétences transversales dans divers domaines.

Fidèle à ses racines, la Faculté déploie donc toutes les ressources nécessaires pour relever le défi de manière proactive et innovante. Une approche mieux ciblée et plus efficace constituera d'ailleurs un facteur supplémentaire de différenciation et d'attraction pour la Faculté. Et cet objectif est particulièrement réaliste et stimulant si on calcule que la Faculté fait déjà,

et depuis longtemps, de très belles choses en matière de développement professionnel.

OBJECTIFS PRINCIPAUX

La démarche enclenchée est complexe et fait suite à une longue réflexion, mais les résultats sont extrêmement intéressants étant donné que la base en place à la Faculté est déjà solide. On ne repart pas du tout dans une autre direction. On vient plutôt élargir notre offre en y greffant des objectifs complémentaires.

Concrètement, la nouvelle vision du développement professionnel à la Faculté s'articule autour de quatre axes.

Le premier consiste à **renforcer les conditions favorisant le développement professionnel à la Faculté** en misant sur des partenariats féconds avec les employeurs et les diplômés, en mettant en place des mesures d'accompagnement des étudiantes et des étudiants et en diffusant une information juste et exhaustive sur le milieu juridique, tous types de pratique confondus.

Le deuxième axe, plus nouveau, illustre déjà très bien l'orientation retenue. Il vise à **permettre à l'étudiant de développer une meilleure**

Tout le monde devrait se pencher sur l'identification de ses forces, de ses défis, de ses valeurs et de ses champs d'intérêt, mais l'exercice est parfois négligé au sein de la communauté étudiante.



connaissance de soi. Les étudiantes et les étudiants inscrits à la Faculté sont brillants – et la Faculté en tire évidemment une immense fierté, mais se connaissent parfois peu. Tout le monde devrait se pencher sur l'identification de ses forces, de ses défis, de ses valeurs et de ses champs d'intérêt, mais l'exercice est parfois négligé au sein de la communauté étudiante. Il est pourtant fondamental de se poser ces questions élémentaires pour pouvoir tracer sa propre voie professionnelle : celle qui permettra à l'étudiante ou à l'étudiant de se réaliser, de se sentir à sa place et, conséquemment, d'exceller!

Il est nettement plus facile de se fabriquer une carrière épanouissante dans un contexte qui nous ressemble, qui fait intervenir nos forces et qui est conforme à nos valeurs. Et c'est exactement ce que permettra de cibler la poursuite de ce deuxième objectif stratégique.

Le troisième axe ou objectif est en quelque sorte l'envers logique du second. Il faut mieux se connaître, certes, mais il faut aussi **mieux connaître le marché du travail ouvert aux juristes.** Les ouvertures qui s'offrent à eux ont toujours été nombreuses, d'où les phrases

classiques du genre : « Le droit mène à tout! », et c'est plus vrai que jamais! Les possibilités sont ainsi non seulement innombrables, mais aussi on ne peut plus diversifiées. Il importe donc d'aider les étudiantes et les étudiants à y voir plus clair pour mieux s'orienter.

À la pratique juridique plus traditionnelle, par exemple en cabinet, s'ajoute aujourd'hui un éventail de possibilités dites « non-traditionnelles », mais le terme est imparfait. Il semble traduire l'exception alors que la proportion de juristes exerçant le droit différemment a aujourd'hui rattrapé le premier groupe. À elle seule, cette observation justifiait l'intégration du troisième objectif du CDP. Pour prendre des décisions éclairées, il faut disposer d'un portait avisé.

Le dernier axe, aussi assez nouveau, vient répondre à un besoin exprimé autant par la communauté étudiante que par le milieu professionnel. Il consiste à **amener les étudiantes et les étudiants à développer des compétences transversales qui les distinguent sur le marché du travail.** Qu'entend-on par compétences transversales? Définissons d'abord les différents types de compétences requises

pour bien comprendre et réaliser à quel point le développement professionnel prendra désormais une forme plus intégrée.

Les qualités ou **compétences personnelles** reposent notamment sur le jugement, la rigueur, l'intégrité, la courtoisie, le respect, la discrétion, l'écoute, l'entraide et l'engagement. S'y ajoutent des **compétences professionnelles** comme le réseautage, l'entrepreneuriat, les relations avec les clients et l'employeur, la gestion de personnel et de projets, l'organisation du travail et la réflexion stratégique. Viennent ensuite les **compétences transversales** qui feront d'une bonne candidate ou d'un bon candidat une personne d'exception : l'éthique personnelle et professionnelle, l'équilibre de vie, la gestion du stress, la qualité d'expression orale et écrite, le bilinguisme et la capacité de travailler en collaboration.

MISE EN ŒUVRE

La nouvelle vision du développement professionnel, plus large qu'auparavant, fera intervenir plus de personnes et permettra de mieux coordonner les efforts ainsi déployés. Cette approche novatrice rejaillira sur toute la formation, sans nécessairement empiéter sur les activités pédagogiques créditées. Les quatre objectifs seront progressivement intégrés dans le cadre des activités du CDP, des activités cliniques, des activités de développement des habiletés de juriste et des cours donnés par les enseignantes et les enseignants qui manifesteront leur volonté de participer à ce nouveau mouvement et d'en teinter leur enseignement.

Et si on se fie aux premiers échos en provenance de nombreux membres du corps professoral, beaucoup répondront positivement à l'appel, visiblement convaincus du bien-fondé de la réflexion et enthousiasmés par ses futures retombées sur la qualité de la formation offerte à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. Il suffit d'ajouter que cet enthousiasme est pleinement partagé par le milieu juridique pour rendre la démarche encore plus stimulante pour toutes les personnes qui œuvreront à sa mise en œuvre ou qui en profiteront directement!

ÉCHOS DE LA FACULTÉ



« Sébastien, à l'image de l'Université de Sherbrooke, a été un doyen engagé et innovant. Mais j'estime qu'il laisse surtout sa marque comme bâtisseur, rassembleur et humaniste. »

- Me Éliane-Marie Gaulin, directrice des affaires étudiantes et secrétaire de faculté



UN DÉCANAT HUMAIN ET UNE VISION NOVATRICE

Deux semaines avant la fin officielle de son second mandat en qualité de doyen, le professeur **Sébastien Lebel-Grenier** a eu droit à une belle surprise le jeudi 13 juin dernier. Réunis dans un restaurant de Magog sous prétexte de célébrer la fin de l'année et le début des vacances, près de 60 membres de la communauté facultaire ont salué les réalisations d'un homme d'action accessible et brillant qui aura fait beaucoup pour sa Faculté, notre Faculté.

Dans le cadre de la soirée, de vibrants – et parfois plutôt comiques – hommages ont été rendus par le légendaire professeur **Robert Kouri** (LL.L. 1965) et la directrice des affaires étudiantes et secrétaire de faculté, **Éliane-Marie Gaulin** (LL.B. 1984, LL.M. 2013). Qu'il soit question de l'augmentation de l'effectif étudiant et professoral, de la bonification du catalogue de programmes offerts, de la santé globale de la Faculté ou de la nouvelle bibliothèque qu'il lègue aux générations futures, le doyen Lebel-Grenier peut certainement se retirer – et amorcer une sabbatique bien méritée – avec le sentiment du devoir accompli.

Hormis l'événement lui-même, la Faculté voulait remettre quelque chose de concret et de significatif au doyen sortant. C'est pourquoi, avec l'inestimable collaboration de l'artiste qui a aussi signé l'œuvre la plus représentative de la nouvelle bibliothèque, Heidi Specter, ce souvenir a pu prendre la forme d'une toile personnalisée qui ne manquera pas de rappeler huit belles et grosses années au doyen Lebel-Grenier.

1 L'artiste Heidi Specter et Sébastien Lebel-Grenier



TROIS FIGURES MARQUANTES QUITTENT LA FACULTÉ



DANIEL PROULX

Le professeur **Daniel Proulx** (L.L.L. 1976) prendra sa retraite de la Faculté, à la fin du mois d'août, pour agir à titre d'assesseur au Tribunal des droits de la personne. Il est entré officiellement en fonction le 1^{er} avril 2019, pour un mandat de 5 ans. Ayant travaillé pendant quinze années à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, dont sept à titre de doyen entre 2004 et 2011, le Pr Proulx a auparavant été professeur à la section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa durant vingt-quatre années.

En accédant au poste de doyen, le Pr Proulx revenait à la Faculté qui avait vu naître chez lui la passion du droit pendant sa licence en droit. Doyen visionnaire, il a présidé une période d'essor important pour la Faculté, caractérisée par l'accroissement du corps professoral et le développement de programmes porteurs. Profondément engagé envers son institution, il a maintenu une participation soutenue à la gestion collégiale de l'Université après son décanat, notamment à titre de vice-président du comité institutionnel de discipline.

Constitutionnaliste réputé, le Pr Proulx a apporté au long d'une riche carrière une contribution importante à l'évolution du droit, notamment au regard du droit à l'égalité. Ses écrits ont connu un rayonnement international et sont fréquemment cités par la Cour suprême du Canada.

D'un point de vue humain, son pragmatisme, son ouverture, son respect et sa générosité avec ses collègues manqueront à l'ensemble de la communauté facultaire.



GUYLAINE GRENIER

Guylaine Grenier, secrétaire du vice-décanat à l'enseignement, a pris une retraite bien méritée après une vingtaine d'années dans ce poste et plus de 40 ans de service à l'Université! Elle a été une personne de référence pour tellement d'étudiants, de membres du personnel, de chargés de cours, de professeurs et de vice-doyens. Celle qui incarnait une grande partie de la mémoire institutionnelle de la Faculté pourra maintenant poursuivre des projets plus personnels et prendre le temps de profiter de la vie.

Elle avait beaucoup à cœur la Faculté, le meilleur intérêt des étudiants et l'investissement à long terme des chargés de cours. Intervenant à l'égard de tous les aspects liés à l'enseignement au baccalauréat, elle a joué un rôle particulier auprès des étudiants du cheminement en droit et sciences de la vie, puisqu'elle maîtrisait toutes les particularités du programme. Elle a incarné cette personne de grande confiance pour bon nombre de vice-doyens à l'enseignement avec lesquels elle a travaillé.

Merci Guylaine pour toutes ces années où tu t'es investie complètement au sein de la Faculté! Ton autonomie et ton sens de l'organisation vont nous manquer. Profite des années à venir pour penser enfin à toi.



LOUISE LAROCHELLE

L'équipe de la maîtrise en droit notarial a récemment tourné une page de son histoire. C'est en effet à la fin d'avril que **Louise Larochelle** complétait sa dernière journée de travail, à titre de secrétaire de direction, pour entamer une retraite pleinement méritée.

Certains départs à la retraite se font sentir plus que d'autres, et celui de Louise fait partie de ceux-là. Tout d'abord parce que sa connaissance encyclopédique des dossiers, son vécu facultaire et son expérience de nos façons de faire étaient extrêmement précieuses à l'équipe. Et ensuite parce qu'elle aura été un phare pour nos étudiants, leur servant de guide et d'appui dans un parcours exigeant. Point de chute et référence pour les demandes de tout un chacun, elle aura su garder le cap en toutes circonstances et permettre au programme d'avancer et de fonctionner rondement à travers ses mutations successives.

Toute bonne chose a une fin, nous le savons, mais Louise nous manquera quand même beaucoup. Nous sommes cependant bien vite réconfortés en nous rappelant qu'elle aura désormais la chance de s'adonner sans contrainte à ses activités préférées et de profiter encore plus de la présence de sa famille et de ses amis. Bonne retraite Louise!



NOUVEL AMBASSADEUR

LA CARRIÈRE ÉDIFIANTE D'UN HOMME DE CŒUR

Par La Fondation de l'UdeS

Le 2 mai dernier, tout juste avant le Gala du rayonnement de l'Université de Sherbrooke, la Faculté a procédé au dévoilement de la plaque de son nouvel ambassadeur, **Vincent Chiara** (LL.B. 1984).

Pour le Pr **Sébastien Lebel-Grenier**, doyen de la Faculté de droit, cette nomination revêt plusieurs significations. « L'exemplarité est un critère essentiel dans le choix de nos Ambassadeurs, a souligné ce dernier. Chacun d'entre eux incarne un modèle de réussite pour nos étudiants. Il nous importe aussi de refléter la diversité des cheminements qui s'offrent aux diplômés, de même que les valeurs qui nous sont chères. » Maître Chiara porte toutes ces qualités. Il a également l'étoffe des *gentlemen*, humble, pleinement attentif aux autres dans ses interactions, accordant son attention aux personnes qu'il rencontre.

« Cet honneur vient boucler la boucle pour moi, a confié le nouvel Ambassadeur. Quand j'ai fait le choix d'étudier le droit à Sherbrooke, je ne parlais pas français. J'ai pu bénéficier de certains accommodements en 1^{re} année, dont le fait de répondre aux questions d'examen en anglais. » Ainsi, l'Ambassadeur se dit reconnaissant et ravi de donner raison à la Faculté qui lui a fait confiance. Cela ne s'est pas fait sans effort, bien entendu! Il a dû trimer dur pour mériter sa place en 2^e année de droit.

Diplômé en 1984, Vincent Chiara fait ses débuts comme avocat spécialisé dans les transactions immobilières et les litiges commerciaux. Une passion pour le domaine immobilier se développe peu à peu. En 1999, il fonde sa société sous le vocable « Mach », en l'honneur de ses enfants Maria et Angelo Chiara, qui eux ont reçu en héritage les prénoms de leurs grands-parents paternels.

Le Groupe Mach, c'est 30 millions de pieds carrés d'espaces locatifs, principalement des immeubles à bureaux.

C'est l'édifice Sun Life, la Tour CIBC, la tour de la Place Victoria et l'Édifice Telus de Québec, notamment. C'est des projets d'envergure qui conjuguent technologie, rentabilité, conscience sociale et développement durable. C'est aussi un patrimoine de vision, de persévérance et d'inspiration pour les futurs juristes qui veulent marier le droit et l'entrepreneuriat. Pour Vincent Chiara, c'est une équipe incroyable et des centaines de familles dont il se sent quelque peu responsable.

En 2013, le magazine *Le Monde juridique* le consacre avocat d'affaires de l'année. M^e Chiara demande qu'un geste de bienfaisance accompagne la remise de cette distinction. Une partie des profits de la soirée sera versée à l'Hôpital général de Montréal pour aider les personnes atteintes de traumatismes crâniens, affection dont souffre la fille d'un de ses proches collaborateurs.

1 Le doyen Lebel-Grenier en compagnie du nouvel Ambassadeur, Vincent Chiara.

UNE INITIATIVE PÉDAGOGIQUE QUI FAIT DU CHEMIN!

Dans le cadre du cours d'Interprétation juridique, **Jonathan Mayer** (LL.B. 1999) a proposé à ses 51 étudiantes et étudiants une démarche juridique d'une grande valeur pédagogique : élaborer un projet de loi contre l'obsolescence programmée, une pratique de plus en plus courante partout dans le monde.

Les étudiants ont d'abord rédigé le texte d'une pétition, qui a été déposée le 2 avril sur le site de l'Assemblée nationale par Guy Ouellet, député indépendant et parrain du projet de loi. Pas moins de 45 028 citoyennes et citoyens y ont apposé leur signature, une preuve tangible que le sujet suscite beaucoup d'intérêt.

En équipe, ils ont ensuite planché sur les différentes sections du projet de loi. Devant un auditoire composé de députés provenant de différents partis politiques et d'experts, les équipes ont eu l'occasion de présenter leur texte et de recueillir des commentaires et suggestions.

Le résultat de leur travail, devenu le projet de loi 197 et intitulé « Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens », a été déposé le 9 avril à l'Assemblée nationale. Même si le projet de loi a finalement été rejeté par le gouvernement, il n'en demeure pas moins que le but premier de la démarche, à savoir l'apprentissage et sa mise en œuvre, a été largement atteint.

Bravo à Jonathan Mayer, qui a permis à ses étudiants de vivre une expérience hors du commun!



SAVIEZ-VOUS QUE ?

Depuis la fin de l'année dernière, la Faculté a organisé quatre petits déjeuners avec des diplômés et partenaires. Ces rencontres, qui ont eu lieu à Montréal, Québec, Sherbrooke et Ottawa, constituent d'excellentes occasions de donner l'heure juste sur les projets de la Faculté et les nouveautés touchant ses programmes, mais également de prendre le pouls des besoins du monde juridique. En allant ainsi à la rencontre de ses diplômés, la Faculté peut constamment raffiner son offre tout en tissant de solides liens avec la communauté juridique issue de Sherbrooke.

1 Lise Thériault (Porte-parole de l'opposition officielle en matière de protection du consommateur, Parti libéral), Guy Ouellette (Député indépendant et parrain du projet de loi), Marwah Rizqy (LL.B. 2009) (Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, d'enseignement supérieur et de stratégie numérique, Parti libéral), Dominic Champagne (Instigateur du Pacte pour la transition), Martin Masse (Spécialiste en réparation de produits électroniques, fondateur de Zone Accro), Jonathan Mayer (Chargé de cours), Christine Labrie (Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'éducation, Québec solidaire) et Catherine Fournier (Députée indépendante).



NOUVEAU PROGRAMME DE 2^e CYCLE EN MÉDIATION ENVIRONNEMENTALE

Gouvernance environnementale, démocratie participative, développement durable et changements climatiques sont aujourd'hui des thématiques au cœur des enjeux associés à des problématiques environnementales comme les inondations, le gaz de schiste, les mines, les pipelines, le transport, le développement urbain ou l'usage de l'eau. Devant cette complexification des enjeux et la volonté croissante d'implication des acteurs de la société moderne aux processus décisionnels, diverses avenues de dialogue peuvent servir d'outil, notamment le règlement à l'amiable des conflits.

« La médiation environnementale s'impose, depuis quelques années, comme un outil d'aide indispensable au dialogue et à la compréhension des impacts d'un projet sur l'environnement et le milieu dans lequel il s'inscrit. Cela favorise l'insertion ou l'acceptabilité du projet par les acteurs du milieu. À titre d'exemples, nous pouvons penser au projet de construction de la ligne électrique Grand-Brûlé ou encore au réaménagement du site résidentiel Benny Farm dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges à Montréal, qui ont été soumis à un processus de médiation », souligne Madeleine Audet, professeure et directrice du Centre universitaire de formation en environnement (CUFE).

C'est dans ce contexte que le CUFE et la Faculté de droit, forts de leur expertise et de leur réputation, ont lancé le microprogramme de 2^e cycle en médiation environnementale, lequel débutera à l'automne 2019.

« Des signaux clairs de notre société ont récemment montré que le règlement à l'amiable est déjà bien intégré à nos pratiques. D'ailleurs, depuis 2016, le *Code de procédure civile* oblige le recours à des modes de prévention et de règlement des différends avant le dépôt d'une demande en justice », signale **Patrick Mignault**, vice-doyen à la recherche et aux études supérieures et professeur à la Faculté. « La médiation, comme l'une des solutions alternatives aux processus judiciaires, est ainsi appelée à être de

plus en plus utilisée, particulièrement dans le domaine de l'environnement. » Les professeures **Catherine Choquette** et **Véronique Fraser** (LL.B. 2007, J.D. 2007) ont d'ailleurs récemment publié *Environmental Mediation: An International Survey*, un ouvrage adoptant une approche comparative pour explorer le cadre juridique de la médiation environnementale.

Depuis 1999, la Faculté est une référence dans le monde francophone en matière de prévention et règlement des différends (PRD). Son expertise sur des aspects tels que la médiation, la négociation et l'accès à la justice est sollicitée par les gouvernements, les opérateurs économiques, le milieu juridique, la magistrature et les institutions internationales.

Pour en savoir plus : USherbrooke.ca/droit/mme

GUILLAUME ROUSSEAU, FRANÇOIS CÔTÉ ET ÉRIC POIRIER HONORÉS PAR LA SSJB



Le vendredi 8 février, le professeur **Guillaume Rousseau** (LL.B. 2003 et LL.D. 2012) et deux doctorants de la Faculté, **François Côté** (LL.B. 2000) et **Éric Poirier** (LL.M. 2015), ont reçu la médaille Bene Merenti De Patria lors de la cérémonie officielle de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB). Le titre de Patriote de l'année leur a été décerné pour souligner la parution chez LexisNexis

du livre *Le droit linguistique au Québec*. Déjà cité par les tribunaux, cet ouvrage de doctrine juridique se révèle déjà incontournable pour quiconque cherche à approfondir sa connaissance du statut du français au Québec et sur l'évolution de la Charte de la langue française, RLQ c. C-11.

1 François Côté, Guillaume Rousseau et Éric Poirier.

SOUTENIR LES ÉTUDIANTS AUTOCHTONES, SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS

En point de presse le 29 mars à l'Université de Sherbrooke, madame Sylvie D'Amours, ministre québécoise responsable des Affaires autochtones et ministre responsable de la région des Laurentides, a annoncé l'attribution d'une aide financière de 108 000 \$ au programme d'accès et de soutien aux étudiants autochtones de la Faculté de droit.

« Favoriser la réussite éducative des Premières Nations et des Inuits est très important pour notre gouvernement. Nous souhaitons que davantage d'Autochtones s'inscrivent dans les facultés de droit de nos universités » a souligné la ministre.

« La Faculté a mis en place un programme d'accès aux études en droit pour les candidats autochtones parce qu'elle juge qu'il est de son devoir de favoriser l'égalité des chances pour ces candidats, qui sont fortement sous-représentés dans les facultés de droit québécoises », a affirmé le doyen **Sébastien Lebel-Grenier**.

Mais le travail à accomplir va plus loin que l'accès : encore faut-il favoriser la réussite des étudiantes et étudiants autochtones. « Le financement que nous accorde aujourd'hui le gouvernement du Québec nous permettra de mettre en place toute une série de mesures d'accompagnement et d'adaptation des études en droit », a précisé le doyen.

Au-delà des communautés autochtones, il signale aussi que c'est, idéalement, toute la communauté facultaire qui sera transformée : « Ces mesures nous permettront par la même occasion de mieux sensibiliser l'ensemble de



la communauté facultaire aux réalités des peuples autochtones et à l'importance du droit des Autochtones à l'évolution du droit au Québec et au Canada. Nous sommes par conséquent extrêmement reconnaissants de ce soutien apporté aux étudiants autochtones. »

Déjà, des retombées positives sont vécues par la communauté facultaire. En effet, le programme d'accès et de soutien aux étudiants autochtones a donné lieu à plusieurs activités destinées à créer des ponts entre les communautés.

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le 27 décembre 2018, la gouverneure générale Julie Payette a annoncé la nomination de l'honorable **Michèle Rivet**, professeure associée à la Faculté, au sein de l'Ordre du Canada pour « son dévouement à élever les droits de la personne et pour sa contribution au monde juridique canadien et international ».

1 Le Pr Pierre Cossette, recteur, accompagné de Miguel Coocho Chachai, étudiant autochtone en droit, de Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones, de Geneviève Hébert, députée de Saint-François, et du Pr Sébastien Lebel-Grenier, doyen de la Faculté.

MYTHES ET TABOUS : LES MALAISES, LES ZONES D'OMBRE ET LES CONTROVERSESES EN DROIT DE LA SANTÉ



Les sujets tabous sont ceux sur lesquels on fait silence, par crainte ou par pudeur. Dans certains cas, ils se situent au cœur de l'expérience humaine – par exemple, la sexualité et la mort – mais restent néanmoins exclus des discours publics et officiels, relégués aux zones d'ombre où leur capacité de provoquer le malaise est neutralisée. Dans d'autres cas, les sujets sont tabous au sein d'une communauté ou relatifs à un domaine particulier. Dans ces cas, le fait de les soulever serait perçu comme une attaque aux présupposés partagés qui assurent la cohésion du champ social.

SAVIEZ-VOUS QUE ?

La professeure **Mélanie Bourassa Forcier** a été nommée vice-présidente du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB), un organisme indépendant créé en 1987 dont le mandat est de protéger les intérêts des Canadiens en s'assurant que les produits pharmaceutiques brevetés ne sont pas vendus au Canada à des prix excessifs.

Le colloque tenu le 3 mai au Campus de Longueuil a donné l'occasion de faire le point sur différents sujets tabous dans le secteur de la santé et des services sociaux. Des thématiques actuelles, notamment la mort, le don d'organes, la responsabilité médicale, la santé mentale, la santé psychologique au travail, l'utilisation du cannabis médical au travail, le recours à l'intelligence artificielle en santé et les modifications corporelles extrêmes, ont fait l'objet de conférences fort intéressantes.

« Nous sommes heureux du succès qu'a connu cette 7^e édition du Colloque annuel en DPS. Nous prenions un risque en faisant appel à un thème regroupant une diversité de sujets mais, en bout de ligne, tous y ont trouvé leur compte! Les commentaires ont été extrêmement positifs », soutient **Mélanie Bourassa Forcier**, coorganisatrice du colloque annuel et directrice des programmes en droit et politiques de la santé.



Dans la section *Matière grise* des pages 22-23, vous pouvez lire le texte de **Louise Bernier** et **Alexandra Sweeney-Beaudry** sur le respect de l'autonomie individuelle dans le contexte du don d'organes.

1 Trois membres du comité organisateur : Mélanie Bourassa Forcier, Finn Makela et Louise Bernier. Absents de la photo : Robert P. Kouri et Jean-Frédéric Ménard.

CULTURE, MIGRATION ET DROIT INTERNATIONAL

Du 27 au 31 mai, l'équipe du cheminement de maîtrise en Droit international et politique internationale appliqués (DIPIA) a tenu son école d'été. Encore cette année, l'école a permis de réunir plusieurs conférenciers internationaux, provenant des milieux académiques et professionnels, qui ont pu aborder diverses questions d'actualité en droit international.

L'édition 2019 s'articulait autour de deux grands thèmes, soit la culture et la migration. Les trois premières journées ont donc permis d'aborder la culture sous différents angles, notamment l'impact des plateformes numériques d'écoute en ligne sur l'industrie de la musique, les représentations du droit international dans la culture populaire, la reconnaissance du génocide (culturel) des Premiers Peuples au Canada et la protection des biens culturels en temps de conflits armés. Consacrés au thème de la migration, les deux derniers jours abordaient des sujets d'actualité tels que le droit international des réfugiés, la migration forcée, la criminalisation des migrations en mer et le Pacte mondial sur les migrations.

L'édition de cette année a connu un fort succès, puisque la formation était offerte pour la première fois sous forme de cours à option aux étudiantes et aux étudiants de 1^{er} cycle du baccalauréat en droit et de science politique de l'UdeS, ainsi qu'à ceux de 1^{er} cycle des autres universités.

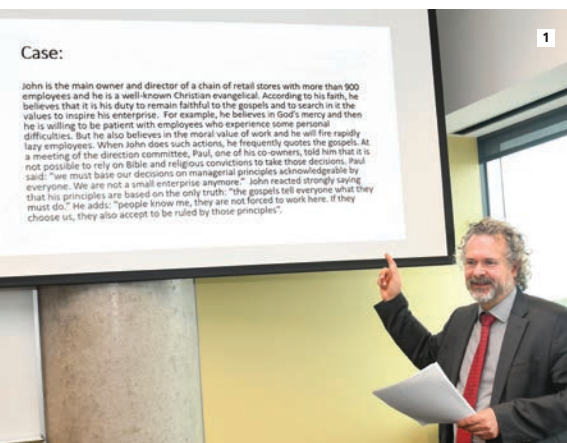


« L'école d'été a été un réel succès. Nous avons eu des étudiants extrêmement motivés et motivants. Dès lors, ce fut un succès tant pour eux que pour les conférenciers. Ceux-ci sont la plupart du temps restés quelques jours. Cela a permis aux étudiants de bénéficier de leur expérience et de créer de nouveaux réseaux », a mentionné la professeure **Geneviève Dufour**, directrice du DIPIA.

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Du 4 mars au 21 juin, le professeur **Guillaume Rousseau** (LL.B. 2003, LL.D. 2012) a agi à titre de conseiller auprès du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, **Simon Jolin-Barrette** (LL.B. 2009, J.D. 2009, LL.M. 2011) dans le dossier du Projet de loi sur la laïcité de l'État.

1 Quelques conférenciers : Johanne Bouchard, Valère Ndior, Véronique Guèvremont, Bérangère Taxil et Geneviève Dufour, directrice du DIPIA.



LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES À L'ÉGARD DES CULTURES, RELIGIONS ET CONVICTIONS

Le colloque annuel du Centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS), tenu les 13 et 14 mai à Longueuil, s'intéressait cette année à plusieurs questions entourant la responsabilité sociale des entreprises (RSE) à l'égard des cultures, des religions et des convictions. Par exemple, comment peut-on concevoir la RSE à l'égard des cultures, des religions et d'autres ancrages convictionnels? Jusqu'où s'étendent les droits et les devoirs des entreprises de tenir compte des religions et des cultures? À quelles conditions celles-ci peuvent-elles être considérées comme des parties prenantes de l'entreprise?

Ce colloque interdisciplinaire était structuré autour de trois blocs :

- 1) un premier bloc plus fondamental, traitant de la question de la neutralité des organisations et de leur responsabilité sociale à l'égard des religions et des cultures;
- 2) un deuxième bloc plus appliqué, qui a analysé des cas concrets d'entreprises prenant en compte la religion et la spiritualité;
- 3) un dernier bloc, qui part du point de vue de diverses traditions religieuses et spirituelles à l'égard de la responsabilité sociale des entreprises.

Au terme des deux journées de colloque, les conférenciers et les participants avaient une vision plus globale de la RSE en matière culturelle, religieuse et convictionnelle.

L'événement était organisé en collaboration avec l'Institut Religions, Spiritualités, Cultures, Sociétés de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, le Centre Lemaire en gestion responsable et l'Université de Sherbrooke (École de gestion, Faculté de droit, Centre d'études du religieux contemporain et vice-rectorat à la recherche et aux études supérieures).



NOUVELLES PARUTIONS



Hervé Cassan*, **Pierre-François Mercure**** et Mohammed Abdou Bekhechi, *Droit international du développement*, Paris, Éditions A. Pedone, 2019, 658 p.

*Professeur à la Faculté
** Professeur à la Faculté

Cette monographie analyse l'ensemble des relations juridiques existant entre les pays en développement et la communauté internationale. Elle étudie les mécanismes par lesquels l'impératif de développement s'incarne dans le droit international positif. Elle présente, de façon synthétique et ordonnée, le panorama des institutions du développement (États, organisations internationales, techniques juridiques).



Lorraine Derocher et **Safa Ben Saad***, dir., *L'intérêt supérieur de l'enfant : perspectives juridiques et religieuses*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2019, 430 p.

* Professeure associée à la Faculté et à la Chaire de recherche Droit, religion et laïcité
Cet ouvrage s'intéresse aux diverses conceptions de l'intérêt supérieur de l'enfant, tant dans ses représentations religieuses que juridiques. Des acteurs religieux – dont un rabbin et un évêque catholique – et des chercheurs de diverses disciplines – juristes, sociologues, criminologues, psychologues, théologiens, travailleurs sociaux et spécialistes des sciences religieuses – se sont penchés de façon particulière sur la question de l'enfant, de ses droits, de sa protection et de son intérêt, et ce, en lien avec la religion.

LA FACULTÉ DÉCROCHE TROIS IMPORTANTES SUBVENTIONS

Pour la première fois de son histoire, la Faculté a décroché simultanément trois importantes subventions du Fonds d'innovation pédagogique de l'Université de Sherbrooke pour appuyer trois projets novateurs.

LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CHEZ LE JURISTE : AU CROISEMENT DES SAVOIRS, SAVOIR-FAIRE ET SAVOIR-ÊTRE

Projet coordonné par **Josée Chartier** (LL.B. 1998, DDN 1999), coordonnatrice aux activités pédagogiques de recherche et communication du 1^{er} cycle, et **Déborah Montambault-Trudelle** (LL.B./DESS Sc. vie et droit 2008), coordonnatrice des cliniques juridiques, avec la collaboration de **Josée Perreault** (LL.B. 1997), coordonnatrice du développement professionnel et des relations avec les diplômés, **Yan Perreault** (LL.B./MBA 2013), chargé de cours, et **Pascal Fréchette** (LL.B. 1996), professeur.

Il est généralement admis qu'un professionnel compétent est capable de mobiliser et de combiner ses savoirs, savoir-faire et savoir-être dans une action contextualisée. Les activités de développement des habiletés de juriste, offertes aux étudiantes et étudiants du baccalauréat, fournissent un cadre idéal pour l'observation et le développement des compétences attendues des futurs professionnels du droit.

Le projet vise à mettre en place des outils pédagogiques numériques s'adressant autant aux superviseurs, aux enseignants qu'aux étudiants qui participent à ces activités. Pour ce faire, la pratique réflexive sera intégrée, afin de faire réfléchir les étudiants sur leur identité professionnelle et le renforcement de leurs compétences. Cette approche favorisera une meilleure prise de conscience de leurs forces et faiblesses et une meilleure analyse de leur expérience, ce qui permettra de les aiguiller sur leur développement futur.

Des capsules vidéos informatives seront créées, tout d'abord à l'intention des superviseurs externes, afin qu'ils accompagnent mieux les étudiants dans le développement de leurs compétences professionnelles, puis à l'intention des étudiants supervisés, afin de les aider à mieux intégrer le milieu de leur activité clinique. Un journal de bord sera également mis en place, afin de stimuler les interactions entre les étudiants et les enseignants.

INTÉGRATION DE LA FORMATION À DISTANCE DANS L'ENSEIGNEMENT DU DROIT AUX CYCLES SUPÉRIEURS

Projet coordonné par **Nicolas Ouimet**, coordonnateur du Centre de formation continue, et **Antoine Giguère**, directeur adjoint au droit notarial et au développement pédagogique, en collaboration avec les professeurs **Mélanie Bourassa Forcier**, **Patrick Mignault** et **Sébastien Lancôt**, ainsi que Marianne Dubé, technopédagogue au Service de soutien à la formation.

Afin de répondre à la demande croissante des étudiantes et étudiants de cycles supérieurs qui désirent concilier à la fois les études, le travail et la vie personnelle, la Faculté souhaite se doter de l'expérience et des outils nécessaires pour devenir un joueur actif dans l'offre de formation à distance (FAD) en droit.

La mise en place de la FAD vise une meilleure réussite des étudiantes et des étudiants par l'élaboration d'un contexte d'apprentissage plus adapté à leurs besoins. En effet, cette approche pédagogique active leur permet entre autres de participer aux tâches d'apprentissage dans le contexte de leur choix et, selon les modalités retenues, aux moments qui leur conviennent. Cette réussite est également appuyée par un accompagnement personnalisé et par l'animation de séances synchrones, notamment par courriel et par forum.

Concrètement, le projet permettra la création de quatre cours en FAD, la réalisation de différents outils pédagogiques et la mise en place de processus facilitant la création ou le transfert de cours en FAD.

CRÉATION D'UNE CLINIQUE DE MÉDIATION EN LIGNE

Projet coordonné par les professeurs **Véronique Fraser** (LL.B. 2007, J.D. 2007, LL.M. 2009) et **Sédjro Hountohotegbè** (LL.D. 2017), en collaboration avec des professeurs de la Faculté de droit de l'Université Lumière Lyon 2 en France.

La Clinique en ligne, qui sera en fonction en 2021, comportera deux volets : un volet simulation et un volet réel.

Le volet simulation est pensé pour renforcer l'ensemble de la stratégie pédagogique de formation à la médiation des étudiants, qui participeront à deux catégories de simulation. La première est une simulation dans un « laboratoire de médiation » (c.-à-d., où tous les participants sont présents dans un local spécialement aménagé pour des simulations de médiation) qui sera filmée. Les vidéos de ces simulations pourront être intégrées comme soutiens pédagogiques dans plusieurs cours de prévention et règlement des différends, afin de mettre l'accent sur des aspects spécifiques de la médiation. La deuxième est une simulation de médiation en ligne (c.-à-d., où tous les participants sont dans des lieux différents) suivant laquelle les étudiants des facultés de droit des universités de Sherbrooke et Lyon 2 recevront des mises en situation conflictuelles qui pourraient être fondées sur une variété de scénarios.

Le volet réel du projet de Clinique de médiation en ligne permettra aux étudiants québécois et français d'agir à titre de médiateurs dans des conflits réels impliquant des citoyens, consommateurs ou entreprises en matière civile, commerciale, interculturelle et transnationale. Les universités de Sherbrooke et Lyon 2 instaureront des partenariats avec des organisations de consommateurs et des associations commerciales pour mettre à leur disposition la plateforme de médiation en ligne, ainsi que les étudiants médiateurs qui auront réussi les heures de simulation de médiation, pour régler leur conflit.

21
MAI

LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC À SHERBROOKE



Le 21 mai, la Cour d'appel du Québec siégeait exceptionnellement à Sherbrooke. Puisque l'évènement est assez unique, le Barreau de Saint-François, la Faculté de droit et la Cour d'appel ont profité de l'occasion pour organiser des activités au profit de la communauté facultaire et de la communauté juridique du district.

En matinée, la communauté facultaire était invitée à assister à la séance de la Cour d'appel. Les places étant très limitées au Palais de justice, la Cour d'appel avait accepté que la séance soit retransmise en visioconférence à la Faculté. Une trentaine de personnes ont ainsi pu assister à distance à un dossier de nature criminelle où l'on faisait appel d'une déclaration de culpabilité en matière d'extorsion et un dossier de nature civile traitant de servitude par destination du propriétaire.

En après-midi, deux formations de la Cour d'appel ont eu lieu à l'Auditorium de la Faculté d'éducation. Les honorables **Marie-Josée Hogue** (LL.B. 1986, Ambassadrice 2017 de la Faculté) et Lorne Giroux, juges à la Cour d'appel du Québec, ont présenté leurs conférences intitulées *Comment gagner en appel* et *Comment perdre en appel*. L'évènement a suscité beaucoup d'intérêt de la part de la communauté juridique sherbrookoise car l'auditorium de 160 places faisait salle comble.

Les activités de la journée se sont terminées par un cocktail à la bibliothèque de droit. Une centaine de personnes y ont participé, dont plusieurs étudiants et membres du personnel de la Faculté, des diplômés et des juges de la Cour d'appel du Québec présents à Sherbrooke ce jour-là.



1 Les honorables Lorne Giroux et Marie-Josée Hogue lors de la formation offerte en après-midi.

2 Le bâtonnier sortant du Barreau Saint-François, Me Hugo Champoux (LL.B. 2001), en compagnie de l'honorable Nicole Duval Hesler, juge en chef de la Cour d'appel.

LA RECHERCHE S’AFFICHE FIÈREMENT

À la demande de nombreux membres du corps professoral, la recherche a désormais pignon sur rue entre les deux paliers de l’escalier menant au troisième étage. Il est donc maintenant possible de constater la vigueur de la recherche à la Faculté simplement en montant à la bibliothèque!

La Faculté poursuit depuis toujours deux missions parallèles et complémentaires. D’abord, celle d’innover continuellement pour offrir une formation juridique de pointe. Puis, comme en témoigne ce nouveau montage d’images et de visages, celle de soutenir et développer la recherche en droit, notamment dans le cadre d’événements célébrant la qualité de nos chercheuses et chercheurs, l’avancement de la

connaissance et l’approfondissement de questions juridiques ayant une incidence directe sur la société.

Les activités immortalisées, qui ne constituent évidemment qu’un échantillon des activités de recherche menées ici ou ailleurs, illustrent bien le dynamisme de la recherche qui se fait à la Faculté et, surtout, de ses actrices et acteurs.

1 Mur des affiches



DON D'ORGANES

QUELLE VALEUR DOIT-ON DONNER AU RESPECT DE L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE?

Par Louise Bernier et
Alexandra Sweeney-Beaudry

MATIÈRE GRISE

Louise Bernier est professeure dans les domaines du droit de la santé, de l'éthique biomédicale et du droit des personnes à la Faculté de droit depuis 2006. Elle a obtenu d'importantes subventions pour mener des travaux de recherche à la fois individuellement et au sein de groupes de recherche. Elle s'intéresse particulièrement à la signification de l'autonomie individuelle dans des contextes de soins critiques en début et en fin de vie. Ses travaux de recherche portent principalement sur le développement d'une approche éthique visant à résoudre certains dilemmes complexes en santé, sur les méthodes alternatives de prévention et règlement des conflits dans le domaine de la santé et sur les enjeux éthiques de l'évaluation des technologies en santé. Elle est également impliquée au sein de différents comités d'éthique comme ceux de Transplant Québec et du CIUSSS de l'Estrie – CHUS.

Alexandra Sweeney-Beaudry (LL.B. 2016, LL.M. 2018) a obtenu son baccalauréat en droit à l'Université de Sherbrooke, en 2016, avant de poursuivre à la maîtrise en droit de type recherche sous la direction des professeurs Stéphane Bernatchez et Louise Lalonde. Les domaines qui l'intéressent comprennent la théorie du droit, les droits fondamentaux et le droit de la santé.

En matière de don d'organes, le droit au Québec prévoit que lorsque vous décidez à l'avance de faire don de vos organes au moment de votre décès, votre volonté devrait être respectée *sauf motif impérieux* (art. 43 C.c.Q.). Malgré cela, il appert que sur le terrain, les proches ont aussi un rôle important à jouer dans la décision finale d'aller de l'avant avec le don d'organes. En effet, en pratique, les équipes médicales impliquées demandent invariablement une autorisation aux proches du donneur potentiel avant de débiter le processus de don d'organes. Si, exceptionnellement, les proches ne peuvent se résoudre à accepter le don d'organes, leur décision sera respectée ultimement, et ce, malgré les volontés contraires antérieurement exprimées par le défunt. Il est utile toutefois de préciser que la grande majorité des refus au don par la famille intervient plutôt lorsque le défunt n'avait pas consigné ses volontés. Ainsi, le véritable veto des familles – révocation d'une autorisation préalable – est une pratique qui demeure exceptionnelle.

J'ai remarqué que chaque année, lorsque j'enseignais cette matière à la fois au baccalauréat, dans le cours de droit des personnes, et à la maîtrise en droit et politiques de la santé (DPS), plusieurs étudiants réagissaient fortement devant ce qui leur apparaissait être une pratique illégale et un manque de respect envers les choix autonomes des donneurs. Cette apparente déconnexion entre la prescription légale claire et la réalité clinique observée au cœur de ces situations tragiques m'a poussée à m'intéresser de plus près au rôle des proches dans le processus de don d'organes. En collaboration avec Alexandra Sweeney-Beaudry, chargée de cours à la Faculté et diplômée de notre programme de maîtrise recherche, nous avons entrepris une réflexion, d'une part, sur la légalité de la pratique actuelle, et d'autre part, sur des alternatives créatives

qui pourraient être envisagées pour favoriser une meilleure adhésion des familles aux volontés de leur proche une fois plongées au cœur d'une situation critique.

Ce projet nous a amenées à réfléchir à l'interprétation et au sens de la notion de « motif impérieux », l'exception légale au respect des volontés individuelles. Très rapidement nous avons constaté que la réalité médicale propre aux soins critiques exigeait de dépasser une interprétation juridique exclusivement centrée sur le contexte d'énonciation de la disposition et ancrée dans une lecture littérale de la loi. C'est plutôt l'application de la méthode d'interprétation juridique contextuelle (« droit en contexte ») qui nous a permis d'enraciner l'article 43 C.c.Q. dans son contexte d'application et d'en dégager un sens cohérent avec la pratique clinique observée en soins critiques.

Alexandra et moi avons conclu que dans une situation clinique critique où plusieurs enjeux factuels et relationnels sont susceptibles de se présenter et de complexifier les décisions, il semble juridiquement et éthiquement indiqué d'interpréter une exception comme celle du motif impérieux à la lumière du contexte dans lequel elle s'opérationnalise. Le choc de la mort tragique d'un proche (le don d'organes post mortem intervient presque toujours à la suite d'un accident tragique imprévu), la survenance de l'irréversible, couplé à l'urgence d'agir et au besoin collectif d'organes sont autant d'éléments exceptionnels qui créent un contexte factuel multidimensionnel complexe.

Malgré que des études démontrent que l'acceptation du don d'organes d'un proche soit généralement vécue très positivement par les familles avec le recul, le choc, le déni, les croyances ou la difficulté d'accepter la mort peuvent néanmoins empêcher certaines familles de s'y résoudre, en temps opportun, quand elles sont plongées au cœur de la situation. Pour certains, c'est précisément parce que les familles sont en situation de choix tragique qu'on ne devrait pas leur demander de décider ni même leur donner une voix en pareilles circonstances. Nos recherches nous ont au contraire démontré qu'il était plutôt souhaitable que les équipes puissent faire preuve de souplesse et de jugement à l'intérieur du

cadre juridique existant, dans le respect de ce qui se vit concrètement. Pour différentes raisons à la fois médicales, éthiques et légales, les proches d'un donneur sont des acteurs centraux du processus de don d'organes au même titre que les équipes médicales et les intervenants. Ces derniers ne peuvent pas être tenus d'agir ultimement, en toutes circonstances, comme les gardiens ou les fiduciaires des volontés d'un défunt relativement au don d'organes, si elles ne correspondent plus à ce qu'il semble humainement possible de mettre en œuvre, à un moment précis. D'ailleurs, nos recherches nous ont démontré que la place prédominante qui est octroyée aux proches dans la prise de décision finale relativement au don d'organes est une pratique répandue un peu partout sur la planète, et ce, nonobstant l'encadrement légal en place.

Ignorer le contexte et procéder au prélèvement malgré une opposition des proches pourrait possiblement permettre de sauver des vies à court terme, mais nous avons conclu que cela pourrait également avoir des effets potentiellement néfastes durables à la fois sur des familles déjà éprouvées, sur les équipes cliniques et peut-être aussi, plus largement, sur l'adhésion et la perception du don d'organes au sein de la société.

Ce projet nous a permis de réaliser qu'il était souhaitable de donner un pouvoir plus créatif et humain au droit dans ce domaine en l'interprétant dans son contexte d'application : la réalité clinique. Ainsi, le veto des familles relativement au don d'organes peut, à notre avis, légalement devenir un motif impérieux qui empêche la mise en œuvre des volontés du défunt dans des circonstances exceptionnelles.

Cela étant dit, reconnaissant la valeur des volontés individuelles et l'importance collective du don d'organes pour la santé publique, nous avons conclu que les solutions pour améliorer l'adhésion des familles aux choix de leur proche passaient davantage par leur implication beaucoup plus tôt dans le processus de consentement, plutôt que par des interventions juridiques et politiques musclées visant à donner aux volontés individuelles un effet contraignant à tout prix. D'ailleurs, même dans les pays où les volontés anticipées relatives au don d'organes se voient accorder une valeur juridique très contraignante, sans exception légale, c'est

tout de même le respect du veto des familles qui continue de subsister en dernier recours sur le terrain.

Ainsi, nous avons conclu que c'est plutôt au moment de la décision initiale relative au don d'organes qu'il serait loisible de mobiliser le droit autrement. Pour le moment, le processus de consentement au don est essentiellement axé sur la valeur sociale du don et sur l'intention altruiste du donneur. Nous avons exploré deux solutions pour une meilleure cohérence et effectuation du droit en contexte clinique : la mise en œuvre d'un processus de consentement au don d'organes plus éclairé et l'implication des proches plus tôt dans le processus de consentement. D'abord, nous avons décelé un problème d'écart entre, d'une part, les informations très générales transmises au moment d'un premier consentement anticipé au don d'organes et, d'autre part, l'objet réel de cette expression de volontés telle que définie par les contraintes qu'impose la réalité scientifique et clinique dans laquelle se matérialise le consentement légal. Nous avons donc proposé que certaines de ces informations soient sommairement transmises et disséminées en amont du processus de consentement initial aux donneurs potentiels et à leurs proches. Selon nous, la transmission de ces informations pourraient permettre une décision plus complète, éclairée et capable d'une meilleure portée effective au moment de la mettre en œuvre en contexte clinique. Ensuite, compte tenu qu'environ seulement 50 % des donneurs enregistrés ont discuté de leurs volontés avec leurs proches, une implication de ces derniers plus organisée, plus tôt dans le processus, pourrait être l'occasion de riches échanges entre les protagonistes notamment sur leurs valeurs et leur vision des choses. Un tel exercice pourrait selon nous possiblement permettre d'éliminer certains obstacles au don, une fois au cœur de la situation. En ce sens, une réflexion sur des avenues juridiques créatives pour la mise en place d'espaces de communication, de transmission d'information et de délibération en amont est essentielle pour travailler de façon constructive et réaliste à réduire le taux de refus et de veto des familles et faciliter le respect et la concrétisation des volontés des donneurs dans ce contexte médical unique.

Par Laurance Laflamme



Laurence Laflamme est actuellement étudiante à la maîtrise en droit notarial à l'Université de Sherbrooke. Pourquoi le notariat? D'aussi loin qu'elle se souvienne, elle a toujours su que la justice faisait évoluer l'humain, ayant un pouvoir direct sur le cœur des gens.

Elle a reçu en 2018 un diplôme de l'Assemblée nationale du Québec pour « [son] dévouement, [son] engagement et [son] implication à l'amélioration de la qualité de vie de notre communauté ».

Sa fibre humaniste et sa vision multilatérale constituent le socle de ses aspirations à devenir une professionnelle au service de sa communauté.

RENCONTRE AVEC JEAN-FRANÇOIS D'AMOUR

MAGOG A SON CHEF D'ORCHESTRE

Dans un bureau où chaque chose a son utilité hormis une photo de famille et une plante décorative reçue en cadeau, jouxtant le hall d'entrée à la fois du Palais de justice et de l'Hôtel de ville, l'équipe des communications et moi discutons de l'entretien à venir avec le directeur général de la Ville de Magog, Me **Jean-François D'Amour**, notaire (LL.B. 2004, DDN 2005). C'est enfin aujourd'hui. À la suite d'un hiver de force ducharmien à persévérer à travers la maîtrise en droit notarial, la brise du printemps porte la promesse d'aspirations comblées. Tandis que l'équipe de son s'active autour de moi, je remarque un troisième objet dans la pièce : le prix de la relève 2014 de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec dont le récipiendaire est nul autre que Me D'Amour.

En ce mercredi du mois de mai, malgré son agenda aux pages noircies, le gestionnaire municipal a accepté d'accorder une entrevue à *Paroles de droit*. Entretien avec un notaire qui se dédie au bien-être de ses citoyens.

C'est le 21 novembre 2016 que Me Jean-François d'Amour a accédé au poste de directeur général de la Ville de Magog. Détenteur d'un baccalauréat en droit et d'un diplôme de droit notarial de l'Université de Sherbrooke, son incursion d'un peu plus de deux ans dans la pratique privée fut suffisamment longue pour qu'il se découvre une passion pour l'administration publique et le droit municipal. Fort des ressources acquises dans le domaine, il franchit un tournant important dans sa carrière : cap vers l'administration municipale. Durant plus d'une décennie, il occupera successivement les postes de greffier, notaire et directeur général adjoint, gravissant les échelons de l'administration



publique jusqu'à occuper le poste de directeur général et de greffier de la Ville de Sutton. Puis, vent en poupe, Me D'Amour souhaite relever de nouveaux défis. C'est ainsi qu'il accède au poste de directeur général de la Ville de Magog.

Lors d'une conversation avec Me **Alain Roy** (LL.B. 1999), juge administratif de la Commission municipale du Québec, chargé de cours à la maîtrise en droit notarial et mentor de Me D'Amour, j'ai pu comprendre que ce dernier était arrivé à la tête d'une structure municipale comprenant plus de trois cents employés dans un contexte ardu « et il l'a fait avec brio! », m'a confié Me Roy. J'ai par la suite appris que sa nomination avait mis un terme à l'accompagnement de la Ville de Magog par la Commission municipale du Québec (CMQ), situation passablement complexe où les intervenants municipaux devaient retrouver une façon de travailler respectant les rôles et responsabilités de chacun. Bref, un défi de taille que seul un candidat compétent, ambitieux et déterminé pouvait relever.

Son ascension fulgurante est notamment due à « sa passion pour la gestion municipale et le développement économique », comme l'a affirmé dans une entrevue la mairesse de la Ville de Magog, Vicki-May Hamm. À la lumière de mon entretien avec lui, j'ajouterais à l'avis de madame Hamm que Me D'Amour est avant tout animé par la vocation de servir ses concitoyens. Une vocation noble, à l'instar de la réputation du notaire auprès du public québécois. Qui plus est, au même titre que le notaire est un juriste de proximité, la municipalité est un gouvernement de proximité, faisant du notaire exerçant en droit municipal un rouage majeur



de la démocratie. S'ajoutent également à l'éventail des ressources dont le notaire dispose pour œuvrer dans la gouvernance municipale : sa connaissance approfondie du droit des contrats, sa compréhension des enjeux au cœur du droit municipal et des contraintes environnementales, de même que son rôle, inhérent à la profession notariale, d'acteur de premier plan dans la prévention et le règlement des différends. Pour toutes ces raisons, le regard du notaire vaut sans contredit son pesant d'or pour intégrer les conseils municipaux.

En sortant du bureau du directeur général, mon hôte s'arrête un moment pour me montrer la mosaïque des employés du conseil municipal, au centre de laquelle il affiche un sourire à la fois confiant et humble. Au fil de ses explications de l'importance de chacun de ses collègues se déploie le profond respect qu'il a pour ses alliés. Il me parle notamment de sa complicité professionnelle avec Me Sylviane Lavigne, qui s'est vue confier le poste de directrice générale adjointe, en plus de maintenir son titre de greffière et directrice du Greffe et des Affaires juridiques. Je comprends rapidement que se tient devant moi un véritable leader qui comprend le rôle que chacun doit jouer pour maintenir l'harmonie et qui a le souci de planifier le travail afin de tirer profit des atouts de chacun. Un peu comme un chef d'orchestre... le Kent Nagano de Magog!

Le soleil brille sur la belle ville de Magog. Tandis que nous traversons un pont, Me D'Amour désigne au loin les barrages d'Hydro-Magog. Et j'ai pu deviner dans son geste la baguette du jeune chef d'orchestre traçant des arabesques dans l'air pur de l'écrin de l'Estrie, partageant par ce geste son leadership avec ses musiciens qui, au fil des partitions, se joignent à lui comme porteurs de l'harmonie de la cité.



PLACE AUX DIPLOMÉS

MOT DU PRÉSIDENT DE L'ADDUS



SOUFFLER 40 BOUGIES

Chers membres,

Le 26 juin 1979, l'**Association des anciens de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke Inc.** voyait le jour, soit environ 25 ans après la fondation de l'Université de Sherbrooke et de la Faculté de droit en 1954.

Votre association de diplômées et diplômés, qui a depuis mis à jour son nom en remplaçant « anciens » par « diplômés » – et opère souvent sous l'acronyme « ADDUS » –, fête ses 40 ans cette année et est plus vivante que jamais.

D'ailleurs, le 6 juin dernier, l'ADDUS a tenu son cocktail annuel du printemps à l'élégant Club St-James de Montréal. Les diplômées et diplômés ont été nombreux à profiter de l'occasion de se retrouver entre « anciens » et de rencontrer de nouveaux diplômés en droit qui joignent le réseau sans cesse croissant de l'ADDUS.

Le cocktail se déroulait sous la présidence d'honneur de Me **Vincent Chiara** (LL.B. 1984, Ambassadeur 2019 de la Faculté), président et fondateur du Groupe Mach, un chef de file du développement immobilier au Québec. L'ADDUS remercie Vincent pour sa participation au cocktail de cette année à titre de président d'honneur, ainsi que pour sa participation régulière aux activités de l'ADDUS. Nous remercions également le commanditaire du cocktail, le cabinet Grondin Savarese, qui appuie et encourage la tenue de ce cocktail depuis plusieurs années.

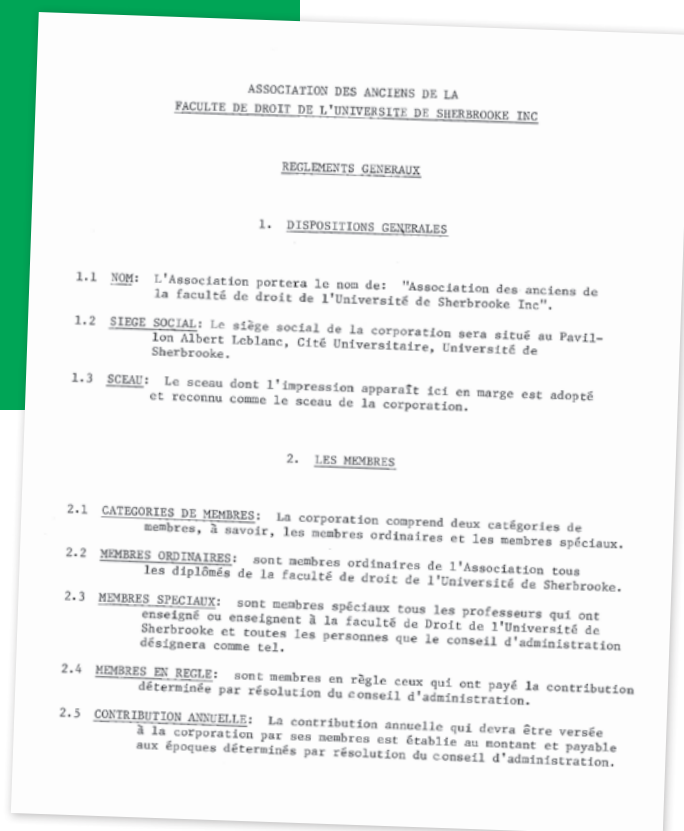
Le 30 juin 2019 a marqué la fin du mandat du doyen **Sébastien Lebel-Grenier**, qui occupe *de facto* un poste au sein du conseil d'administration de l'ADDUS. L'association tient à

remercier Sébastien pour l'ensemble de sa contribution à nos échanges et pour tout l'appui offert par la Faculté, par son entremise et celle de son excellente équipe, aux activités de l'ADDUS depuis ces 8 dernières années.

Avec plus de 9 600 diplômées et diplômés qui œuvrent dans des domaines et des marchés variés, la force du réseau sans cesse croissant de l'ADDUS est incontournable.

À vous d'en profiter!

Me **Alexandre McCormack** (LL.B. 2005)
Président de l'Association des diplômés en droit de l'Université de Sherbrooke (ADDUS)



ERRATUM

Dans le dernier numéro du magazine, nous avons omis de mentionner que **Vanessa Roy** (LL.M. 2017) a également été candidate lors des élections provinciales de 2018. Elle représentait Québec solidaire dans la circonscription de Verdun.

RETOUR EN IMAGES



1 Le président d'honneur du cocktail, Vincent Chiara.

SERGE BERNIER NOMMÉ VICE-PRÉSIDENT DU BARREAU DU QUÉBEC



SERGE BERNIER

Serge Bernier (LL.B. 1994) est avocat associé chez Bernier Fournier Avocats de Drummondville. Il a amorcé sa carrière d'avocat en 1995, puis s'est joint à Me **Catherine Fournier** (LL.B. 1996) en 1998. Il a acquis une importante expérience dans plusieurs domaines du droit, notamment en droit commercial, en droit municipal, en droit civil, en matière de faillite et d'insolvabilité ainsi qu'en négociation. Depuis quelques années, il axe sa pratique en droit des affaires et en litige civil et commercial.

Me Bernier siège au conseil d'administration du Barreau du Québec depuis déjà un an, ayant été élu par les avocats des territoires couverts par les Barreaux de Longueuil, de Richelieu et d'Arthabaska.

TROIS NOUVEAUX BÂTONNIERS ET UNE BÂTONNIÈRE PARMI NOS DIPLÔMÉS

Les membres de l'ADDUS sont fortement engagés au sein de la communauté juridique. Dernièrement, quatre diplômés ont été élus bâtonnier ou bâtonnière, soit **Anne-Marie Gauthier** (LL.B. 2000), **André Y. Komlosy** (LL.B. 1993), **Jean-François Poirier** (LL.B. 2003) et **Alexandre Tardif** (LL.B. 2004).



ANNE-MARIE GAUTHIER

Bâtonnière au Barreau de la Côte-Nord

Anne-Marie Gauthier est associée au cabinet Cain Lamarre de Sept-Îles. Elle consacre sa pratique aux domaines du droit autochtone, du droit du travail et du droit administratif, et agit également dans plusieurs dossiers de litige civil et commercial.

Elle a par ailleurs développé une expertise en matière pénale, et ce, devant divers tribunaux administratifs, plus particulièrement dans le domaine du transport.

Ses principaux secteurs d'activité, dans lesquels elle met à contribution son expérience et ses compétences, sont les affaires autochtones, la santé et les services sociaux et le transport.



ANDRÉ Y. KOMLOSY

Bâtonnier au Barreau d'Arthabaska

André Y. Komlosy est avocat depuis près de 25 ans dans les domaines reliés au développement des affaires. Il possède, notamment, une expérience de plusieurs années à titre de responsable des affaires juridiques et chef de la conformité auprès d'importantes entreprises de services professionnels. Il maîtrise bien les enjeux reliés à la gouvernance, l'éthique et la conformité auprès d'entreprises et organisations souhaitant transiger ou transigeant des contrats publics. Me Komlosy est également apprécié pour son efficacité et reconnu pour sa grande implication au sein de plusieurs organismes et organisations touchant des secteurs d'activités variés, que ce soit à l'échelle locale, régionale ou nationale. Il possède une fine connaissance des enjeux reliés au développement économique. Il est reconnu pour avoir une approche stratégique multidisciplinaire impliquant le droit, les communications, les relations publiques et gouvernementales. En 2016, la Fédération des chambres de commerce du Québec lui remettait le Prix Arthur P. Earle pour souligner sa contribution au développement économique du Québec. Il est fait Membre de l'Ordre de Drummondville en 2017. Depuis janvier 2019, il est président de l'Association des Fournisseurs de Chantier Davie Canada, organisation regroupant plus de 1000 entreprises du Québec et du Canada.



JEAN-FRANÇOIS POIRIER

Bâtonnier au Barreau du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Jean-François Poirier est avocat et associé propriétaire au cabinet Cain Lamarre de Saguenay. Il fait partie de l'équipe litige depuis 2004 et est responsable du Groupe de pratique responsabilité et assurances depuis 2007. Il représente et conseille une clientèle formée principalement d'assureurs, de propriétaires immobiliers, de grandes entreprises et de PME, devant les différentes instances civiles et administratives du Québec.

Détenteur d'une maîtrise en administration des affaires, il s'est impliqué comme administrateur de différents organismes, il dispense de la formation dans ses champs d'expertise, est formateur accrédité à l'Institut d'assurance de dommages du Québec et a enseigné la recherche documentaire en droit à l'Université de Sherbrooke. Il est également chargé de cours au Département des sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi.

ALEXANDRE TARDIF

Bâtonnier au Barreau de Saint-François

Alexandre Tardif s'est joint en 2006 au cabinet Tardif & Associés de Sherbrooke comme avocat-criminaliste, après avoir œuvré en droit des affaires au sein d'un cabinet national. Il agit en défense dans plusieurs types de dossiers, particulièrement en lien avec des infractions impliquant la conduite d'un véhicule à moteur, les crimes économiques et les drogues. Il plaide quotidiennement à la cour, dans différents districts du Québec et devant les différentes instances. Entre 2013 et 2016, il a agi à titre de mandataire pour le Service des poursuites pénales du Canada dans les districts de Richelieu, Bedford, Sherbrooke et Mégantic.

En plus de sa pratique comme avocat criminaliste, Me Tardif a été chargé de cours à la Faculté de droit de l'UdeS dans le cadre du programme de 2^e cycle en droit criminel et pénal ainsi qu'au baccalauréat en droit.

TOUTES NOS FÉLICITATIONS!

UNE RENCONTRE FESTIVE ENTRE LES MEMBRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Le 28 mars, l'Association générale étudiante de droit (AGED), en collaboration avec la Faculté, a organisé un cocktail afin de souligner son 50^e anniversaire. Quelque 175 personnes, y compris des membres de l'AGED ayant notamment été membres de l'exécutif ou de différents comités, des professeurs et des membres du personnel de la Faculté ont pris part à l'activité qui se tenait à la bibliothèque.

« 50 ans, vous vous imaginez? Il s'agit d'une grande année : elle est au cœur de la période de construction de la Révolution tranquille, elle débute aussi au sortir de mai 1968 qui marquait la révolte des étudiants en France et l'éveil des mouvements étudiants un peu partout au monde. L'année 68-69 marquait aussi un moment de transition à la Faculté. Elle était en train de passer d'une petite Faculté principalement prise en charge par des membres de la communauté juridique de Sherbrooke vers une grande Faculté reposant principalement sur un groupe de professeurs de carrière. Le marqueur de cette transition a bien entendu été l'inauguration, en 1971, de notre pavillon actuel, qui deviendra le pavillon Albert-Leblanc, du nom de notre premier doyen », a expliqué le doyen **Sébastien Lebel-Grenier**.

« Depuis 50 ans, l'AGED a été au cœur d'une multitude de changements. Dans un domaine où les femmes prennent de plus en plus de place, on constate aujourd'hui que plus ou moins 70 % des étudiants s'identifient au genre féminin. Cette année, notre conseil exécutif est paritaire avec une composition à 50 % féminine et nous sommes fiers de cette représentativité inclusive. Toujours dans cette perspective d'inclusion, cette année marque la première année où l'AGED est présidée par deux étudiants », a affirmé la coprésidente **Lindsay Jean**.



Un grand merci aux diplômés qui ont personnellement contribué au financement de la soirée, soit **Franco Amato** (LL.B. 2007, J.D. 2007, LL.M. 2008, président de l'AGED 2005-2006), **P. Mario Charpentier** (LL.B. 1985, président 1984-1985), **Dominique Gilbert** (LL.B. 2002, trésorier 1994-1995), **Lukasz Granosik** (LL.B. 1993, VP affaires sociales 1992-1993), **Antoine Pellerin** (LL.B. 2009, MBA 2009, VP affaires exécutives 2006-2007), **Mathieu Piché-Messier** (LL.B. 1997, VP sports 1995-1996), **Stéphane Reynolds** (LL.B. 1994, MBA 2009, président 1994-1995), **Roberto Savarese** (LL.B. 2005, président 2002-2004) et **Daniel Turp** (LL.L. 1977, président 1974-1975).

Julien Archambault (LL.B. 2008) devient associé chez LCM Avocats.

Luc Bellemare (LL.B. 1987) a été nommé associé chez Cain Lamarre.

Alexandra Bouchard, avocate et étudiante à la maîtrise en droit de type recherche, a reçu un prix de rédaction du Conseil des tribunaux administratifs canadiens pour son essai sur les influences du nouveau management public dans le droit administratif canadien, particulièrement sur le processus décisionnel des décideurs du Tribunal administratif du travail.

Patrice Boudreau (LL.B. 1989) agit désormais à titre d'arbitre de grief et de différends pour le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Myriam Brixi (LL.B. 2008, DTN 2008) a rejoint l'équipe de Lavery Avocats en tant qu'associée.

Élisabeth Brousseau (LL.B. 2010) a été nommée associée chez McCarthy Tétrault à Montréal.

Sean Sebastien Cameron (LL.B. 2012) s'est joint au cabinet Boro Frigon Gordon Jones.

Jean Charest (LL.B. 1980) est devenu le sixième récipiendaire du Prix de l'Association canadienne des ex-parlementaire (ACEP).

Isabelle Cloutier (LL.B. 2008) a accédé au poste de première conseillère au Barreau de Saint-François.

Nancy Coutu (LL.B. 2005, DDN 2006) a été nommée membre du Conseil d'administration de Crew M.

Anna Dell'Api (LL.B. 2005) s'est jointe au Groupe financier de la Banque de Montréal (BMO) en tant qu'avocate principale.

Martin Desautels (LL.B. 1993) est dans la liste *Top 10 legal innovators for Asia-Pacific region 2019* du Financial Times.

Lisiane Dostie (LL.B. 1990) vient de publier le tome 1 du guide *Béatrice, administratrice – Démystifier la gouvernance* aux Éditions ISAlégal.

Chloé Emond (LL.B. 2016, DTN 2018) a obtenu un poste d'auxiliaire juridique auprès du juge Malcolm Rowe de la Cour suprême du Canada.

Christine Jutras (LL.B. 1992) a reçu le Prix Jules-Deschênes 2019, remis par l'Association du Barreau Canadien (ABC), section Québec, pour son dévouement et son esprit d'équipe exceptionnel dans le cadre de son engagement au sein de l'ABC-Québec.

Julie Lacroix (LL.B. 1998) est la nouvelle directrice aux affaires juridiques, section indemnisation, chez Desjardins.

Véronique Lamontagne (PRD 2016) a reçu le Prix national Métropolis dans la catégorie « décideurs ».

Joanie Lapalme (LL.B. 2007) a été nommée associée au cabinet Fasken.

Éric Lavallée (LL.B. 2009) a rejoint l'équipe de Lavery Avocats en tant qu'associé.

Nathalie Lavigne (LL.B. 1995) a été nommée directrice du centre communautaire juridique de la Mauricie-Bois-Francs.

Diane Lemieux (LL.B. 1983, Ambassadrice 1997 de la Faculté) a reçu, lors du Gala des Mercuriades de la Fédération des chambres de commerce du Québec, le prix « Femme d'exception Grande entreprise » dans la catégorie Leadership.

Catherine Marquis (LL.B. 2006) a reçu le prix du Mérite Estrien 2019 pour son entreprise Acier Orford.

Nadia Martel (LL.B. 1993) a été nommée vice-présidente, Développement corporatif chez SherWeb Inc., une entreprise pionnière dans le domaine de l'infonuagique.

Andréanne Maurice (LL.B. 2009), étudiante à la maîtrise en droit, a reçu une bourse du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et une autre de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) pour un projet de recherche en relations du travail.

Claude Mikhail (LL.B. 2004, DTN 2004) a été nommé au poste de secrétaire général et directeur des affaires juridiques du Collège Ahuntsic.

Jean-François Noël (LL.B. 2005) a été nommé associé chez BCF.

Mathieu Piché-Messier (LL.B. 1997) a été nommé plaideur de l'année aux Benchmark Canada Awards 2019.

Marie-Ève Plamondon (LL.B. 2018) a obtenu un poste d'auxiliaire juridique auprès de la juge Sheilah L. Martin de la Cour suprême du Canada.

Jean-François Poirier (LL.B. 2003) devient associé propriétaire chez Cain Lamarre.

Maxime Pridmore (LL.B. 2010) a été nommé associé chez Dunton Rainville.

Josiane Rioux Collin (LL.B./MBA 2015), étudiante au doctorat en droit, a reçu une bourse de doctorat du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) d'une durée de deux ans, et une autre du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) d'une durée de quatre ans, pour soutenir ses travaux de recherche sur le rôle du droit dans l'accès physique, économique et socioculturel à la saine alimentation au Québec.

Maxim Veillette (LL.B. 2006) a été nommé directeur du Bureau d'aide juridique de Shawinigan.

NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

Michel Beaupré (LL.B. 1985, DPS 1992), juge puîné de la Cour supérieure du Québec pour le district de Québec, a été nommé juge puîné de la Cour d'appel du Québec.

Jean-Sébastien Brunet (LL.B. 2005, MBA 2006) a été nommé juge de la Cour municipale commune de la Ville de Deux-Montagnes et de la Ville de Rosemère. Avant sa nomination, il travaillait au sein du cabinet Savoie et Savoie, avocats.

Karine Dutilly (LL.B. 1998) a été nommée juge à la Cour du Québec pour la Chambre de la jeunesse à Gatineau. Depuis 2016, elle exerçait sa profession au cabinet CSG avocats.

Jean Faullem (LL.B. 1993), juge de la Cour du Québec, a été nommé juge de la Cour supérieure du Québec pour les districts de Gatineau, Labelle et Pontiac. Le juge Faullem remplace le juge P. Dallaire, maintenant juge surnuméraire.

Lisa Leroux (DPS 2003) a été nommée juge à la Cour du Québec et exercera principalement à la Chambre de la jeunesse à Laval. Avant sa nomination, elle exerçait sa profession au Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval.

Janick Perreault (DPS 1996) a été nommée juge puînée à la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal. Auparavant, elle exerçait comme avocate dans les domaines du droit de la santé, du litige civil et du droit administratif.

Charles Taschereau (LL.B. 1996) a été nommé juge de la Cour du Québec pour la Chambre civile à Québec. Auparavant, il était associé au cabinet Norton Rose Fulbright de Québec.

MÉDIATION ENVIRONNEMENTALE

Microprogramme de 2^e cycle



NOUVEAU PROGRAMME

Outillez-vous pour gérer un conflit environnemental

- Approche interdisciplinaire alliant théorie et pratique
- Cours offerts à temps partiel
- Formule hybride à distance et au Campus de Longueuil
- Admission à l'automne et à l'hiver